

Mali : Les savoirs locaux, combiner l'ancien et le nouveau

Comment les savoirs locaux sont-ils mis en synergie avec les technologies nouvelles et utilisés dans les projets de développement ? Quelles sont les « pédagogies » grâce auxquelles ils sont mis en avant, ré-appris et re-travaillés ? Une expérience faite au Mali il y a plus de deux décennies présente certaines leçons dignes d'intérêt.

Structure cachée, savoir non dévoilé

Au Mali, comme dans plusieurs pays d'Afrique sub-saharienne, il s'est manifesté une divergence de taille entre d'une part les coutumes et le savoir traditionnel appartenant aux cultures rurales, et d'autre part les systèmes et technologies de la société urbaine officielle.

A la fin des années 1970, une équipe de chercheurs maliens assistée par l'auteur de cet article, a procédé à une évaluation du degré d'alphabétisation fonctionnelle dans les régions de l'ouest du pays où prédomine la culture de l'arachide. La région bénéficiait alors de l'assistance d'une organisation para-étatique : l'*Opération arachides et cultures vivrières* (OACV), en charge du développement de la production et de l'amélioration de la technologie agricole. En fait, l'administration du programme d'alphabétisation lui-même était sous la tutelle de l'OACV. Ce programme avait comme objectif principal, du moins en théorie, le développement des compétences dont les populations rurales ont besoin pour améliorer la production et pour être en mesure d'assumer des responsabilités accrues en matière de crédit et de commercialisation. L'OACV avait cependant fait peu d'efforts pour transférer l'autorité et les ressources concernant les

opérations locales, vers les communautés qui pouvaient démontrer un certain degré d'alphabétisation.

Les résultats de l'évaluation pour la première année indiquèrent que si le programme d'alphabétisation avait atteint pleinement ses objectifs qualitatifs dans seulement quelques localités, la grande majorité des communautés qui y participèrent avaient néanmoins produit un "noyau" de personnes capables de lire et écrire – généralement 5 à 8 jeunes adultes. Ces villageois étaient alors chargés par leurs communautés de suivre les employés de l'OACV envoyés acheter les produits des cultures commerciales, afin de se protéger contre la fraude et contrôler les opérations de facturation et de rémission. Les communautés locales avaient déterminé avec

Les *Notes CA* sont des rapports périodiques sur les initiatives en matière de Connaissances Autochtones en Afrique subsaharienne. Elles sont publiées par le Centre pour la gestion de l'information et de la connaissance (*Knowledge and Learning Center*) de la Région Afrique, qui représente la Banque mondiale dans le cadre d'un partenariat établi avec des communautés, des ONG, des institutions du développement et des organisations multilatérales. Les opinions exprimées dans cet article sont celles des auteurs et ne devraient pas être attribuées au Groupe de la Banque mondiale ou à ses partenaires dans le cadre de cette initiative. Une page sur les CA est disponible sur l'internet aux coordonnées suivantes : <http://www.worldbank.org/aftdr/ik/default.htm>

précision le bénéfice qu'elles pouvaient tirer de l'alphabétisation. Ainsi, le travail de contrôle pré-cité était considéré important mais comme ne nécessitant pas l'alphabétisation de tous les membres de la communauté; et ceux qui l'ont été, une fois assignés à un petit groupe de résidents d'un village, s'acquittaient généralement efficacement de leur tâches et en tiraient profit.

L'équipe qui avait conduit l'évaluation du programme d'alphabétisation avait pu, en s'appuyant sur ces résultats, convaincre les responsables de l'OACV d'approuver le transfert des fonctions de commercialisation aux villageois, ainsi qu'une partie de la marge bénéficiaire sur les ventes des produits des récoltes. Il existait désormais parmi eux un nombre suffisant de personnes sachant lire et écrire pour pouvoir accomplir ces tâches. Ainsi, l'équipe eut la charge, à la fin de la seconde année de la campagne d'alphabétisation, d'expliquer aux chefs de villages les changements intervenus et leur application.

A l'époque coloniale, les autorités traditionnelles évitaient de rencontrer les administrateurs coloniaux français car il leur semblait indigne de le faire. Lorsque nécessaire, ils dépêchaient des représentants à leur place. Cette pratique se perpétua après l'indépendance en 1960, car ces mêmes autorités traditionnelles considéraient le nouvel Etat malien comme étant tout aussi étranger à la culture traditionnelle et tout aussi peu enclin à sa préservation. Cependant, lorsque l'équipe d'évaluation indiqua qu'un transfert de pouvoirs et de ressources allaient être discutés, les membres des autorités traditionnelles décidèrent de venir eux-mêmes participer aux discussions, au lieu de leurs représentants.

Initiation d'un processus social

Comment la culture traditionnelle et les savoirs locaux sont-ils intégrés dans les projets de développement? La perception d'un intérêt véritable, tel celui qui s'est manifesté lors des discussions sur le transfert des activités de marketing apparaît de toute évidence comme un élément essentiel. Mais, la science autochtone est plus difficile à débusquer en quelque sorte et à exprimer que la simple perception d'un intérêt. Comme l'exprime un proverbe *Ewe* : "Loiseau de la connaissance, une personne seule ne peut jamais l'attraper". La connaissance est sociale par nature et transmise culturellement à travers des situations

sociales, où des problèmes considérés importants sont résolus et la sagesse est transmise d'une génération à l'autre.

Les méthodes de préparation de ce processus furent développées au Mali par le même groupe de chercheurs, en relation avec la recherche d'autres utilisations possibles de l'alphabétisation. C'est ainsi qu'avec l'aide de la Banque mondiale le Ministère de l'éducation a parrainé dans les mois qui suivirent une étude pour déterminer le type de formations pour compléter l'effort d'alphabétisation. L'équipe de recherche a ainsi conçu trois sessions de formation à l'adresse des jeunes adultes nouvellement alphabétisés: une sur la fertilité des sols, une sur les systèmes comptables, et une autre sur le diagnostique et la prévention des maladies infectieuses.

Méthodes pour déterminer les savoirs locaux

Les chercheurs décidèrent d'intégrer dans chaque domaine des éléments appartenant à la culture et aux traditions locales, et de le faire en impliquant ceux qui étaient censés en savoir le plus sur ces sujets, c'est à dire les anciens de chaque communauté. Ils conçurent ainsi une procédure avec plusieurs étapes :

Tout d'abord les chercheurs demandèrent aux autorités traditionnelles de chaque village de pouvoir discuter avec les anciens des problèmes locaux et si possible des solutions à apporter. Les problèmes étant : la réduction de la fertilité des sols, la cécité des rivières (l'onchocercose), ou les difficultés à mettre sur pied sa propre affaire.

L'équipe de recherches entreprit d'approfondir les aspects suivants : (a) la nature et l'importance des problèmes, tels que perçus par les communautés elle-même; (b) la disponibilité de nouvelles méthodes techniques qui, si elles étaient adaptées de manière appropriée et appliquées, permettraient de développer des solutions effectives; (c) la présence de jeunes nouvellement alphabétisés en bambara qui possèdent les moyens et l'intérêt pour apprendre de nouvelles approches et en faire part aux autres.

Les chercheurs proposèrent ensuite l'organisation d'ateliers de formation pour analyser les problèmes et tester les solutions proposées. Ils s'engagèrent à fournir le matériel d'apprentissage, l'information sur les nouvelles technologies et une partie du matériel nécessaire pour les tester. Ils demandèrent que les an-

ciens parrainent l'initiative et qu'ils délèguent des jeunes pour participer aux ateliers qui par la suite leur font un rapport sur l'applicabilité des nouvelles méthodes. Trois villages acceptèrent de participer, chacun devant traiter d'un thème.

Les approches utilisées

Le défi principal était de faire en sorte que les séminaires soient une occasion pour l'expression des savoirs locaux liés aux thèmes traités. Pour parvenir à cette fin, les sessions de formation qui duraient deux semaines chacune ont intégré les éléments suivants:

Contenu technique. Les chercheurs servirent de formateurs mais s'assurèrent qu'un spécialiste compétent soit associé à la formation, lors de chaque session. L'équipe développa le programme de formation initial utilisant des textes traduits en Bambara.

Formation en conditions réelles. Chaque formation comprenait des "travaux en laboratoire", utilisant les outils et les technologies nouvelles appropriés. C'est ainsi que des microscopes furent utilisés dans le cadre du programme sur les maladies infectieuses.

Recherche sur le terrain ou évaluation des besoins locaux. Chaque session comprenait aussi une enquête menée par les personnes en formation sur l'étendue et la nature du problème auquel était confrontée la localité en question.

Comparaison avec les savoirs locaux. Les chercheurs créaient explicitement et systématiquement des occasions pour que les savoirs locaux soit évoqués en relation avec les problèmes examinés et à faire des comparaisons avec le matériel disséminé.

Expérimentation et analyse. Chaque formation était conçue pour identifier les problèmes liés aux nouvelles méthodes que l'on se proposait d'adopter. Cette identification étant basée sur l'observation des résultats des essais.

La question des savoirs locaux était prise en compte de deux manières. Premièrement, durant la phase d'enquêtes sur le terrain concernant les pratiques et les besoins courants, les enquêteurs prirent bien soin de s'informer non seulement sur les problèmes que les gens rencontraient mais également sur leur perception de la cause de ces problèmes ainsi que des moyens de les résoudre. Plus important encore, le soir, après chaque journée de formation, les jeunes se réunissaient avec les

anciens qu'ils informaient de ce qu'ils avaient appris et à qui il demandaient quelles étaient leurs réactions et suggestions. Cette réflexion collective s'est avérée être le moyen idéal pour mettre en avant des éléments des connaissances traditionnelles, en les comparant aux notions "scientifiques" introduites dans le cadre de la formation, tout en examinant les possibilités de résolution effective des problèmes.

Les connaissances locales concernant les maladies hydriques

Bien que les trois sessions de formation suivirent cette approche, elles avaient cependant des différences liées au lieu et au contexte social. En outre, chaque expérience a permis d'enrichir la méthodologie adoptée.

La formation sur les maladies infectieuses a été faite dans le village de Fasa, près du bassin de la rivière Baloue. Une plaine fertile mais en grande partie abandonnée durant ces dernières années à cause du taux d'incidence élevée de cécité des rivières (onchocercose) et de schistosomiase. Ces maladies avaient affecté, selon une évaluation effectuée par les personnes en formation, près de 25% des villageois, dont un tiers commençait à atteindre le stade de perte de la vue. C'est ainsi que la communauté a choisi de se concentrer sur ces deux maladies hydriques.

Les savoirs locaux concernant les parasites et les étapes de leur cycle de vie se sont avérés être considérables. Le conseiller technique pour cette formation, un médecin de l'université de Marseille avait été absolument étonné de constater que les anciens du village possédaient des informations sur le cycle de vie du parasite shistosome découvertes dans des laboratoires français, seulement deux années auparavant.

Comprendre la fertilité du sol

La formation sur la fertilité du sol s'est faite dans le village de Suransan Tumoto, au nord de la ville de Kita dans la région de culture des arachides à l'ouest du Mali, où la fertilité des sols se détérioraient à cause des cultures commerciales pratiquées à l'excès.

Après une étude initiale de la chimie des sols, les personnes en formation entreprirent d'interviewer les anciens de la communauté concernant les types de sols que l'on trouve dans les environs et les plantes qui traditionnellement y poussent. Par la suite, ils déterminèrent la topographie et les conditions de la

flore existante autour du village, avec l'aide d'un conseiller technique du centre national de la recherche agronomique et, entreprirent d'informer leur communauté des résultats de leurs recherches et d'en discuter avec elle. Le travail comparatif entre les thèmes des programmes de vulgarisation agricole et les savoirs locaux en matière de condition des sols a conduit à la décision de création d'une ferme expérimentale pour tester les différentes méthodes d'amélioration de la production agricole. Malheureusement cette initiative a été opposée par l'OACV, qui a trouvé inadmissible de faire des essais avec les agriculteurs locaux avant que ces propres agents n'aient acquis la maîtrise des problèmes en question.

Les systèmes comptables locaux

La formation en comptabilité et en création d'entreprises de villages s'est tenue dans la région de culture du coton, où la commercialisation de la production agricole par le personnel nouvellement alphabétisé avait ouvert la voie à une certaine diversification économique. Ces efforts s'étaient cependant heurtés à un problème sérieux : l'inexistence de systèmes comptables en langue bambara.

Après avoir étudié les techniques de comptabilité, les personnes en formation interviewèrent les anciens de la communauté à propos des méthodes traditionnelles de comptabilité et mirent sur pied un atelier de travail pour inventorier les termes appropriés et créer une terminologie bambara adéquate en la matière, dont ils firent la présentation à toute la communauté assemblée.

Une pédagogie d'expression des savoirs locaux

Le dénominateur commun de toutes ces sessions fut la tentative systématique de prise en compte des savoirs locaux dans la conception des nouvelles solutions aux problèmes de développement en question. Ceci fut accompli par le recours aux principes éducatifs suivants :

- se concentrer sur les besoins perçus;
- commencer avec ce que les gens savent déjà;
- les associer en tant qu'enseignants dans l'entreprise d'apprentissage;

- créer un climat favorable à une réflexion collective et rappeler les données pertinentes de l'expérience;
- varier les modes d'instruction; et
- faire le suivi en procédant à l'application des résultats ou en procédant à la résolution des problèmes.

Mais les facteurs clés dans la mobilisation des savoirs locaux a consisté en l'intégration dans les formations des "dépositaires" de ces savoirs, ainsi que dans la recherche de solutions se faisant dans le cadre "social" de groupes de réflexions. Ainsi, l'approche adoptée a emprunté à la structure africaine traditionnelle, qui assigne un rôle délibérant aux anciens, les tâches de gestion aux ménages, et celles techniques aux jeunes, de manière que l'on a voulu synergétique et complémentaire. Elle a aussi emprunté au procédé participatif qui requiert que l'organisation des sessions d'apprentissage se fasse autour des tâches requises pour résoudre un problème.

Dans ces circonstances, la comparaison et l'interaction avec la "science moderne" ont été un stimulus plutôt qu'une inhibition à l'expression des savoirs locaux.

La plupart des savoirs locaux, comme n'importe quel système scientifique, sont fondamentalement taxonomique (qui opèrent la classification des divers types de phénomènes en différentes catégories). La réserve est riche, mais le manque de moyens pour enregistrer et comparer les variations individuelles, ou tester et analyser des interventions planifiées n'ont pas permis d'aller jusqu'au bout de l'effort.

Cependant, le type de formations organisées au Mali et décrites ici ont créé une opportunité non seulement pour la manifestation des savoirs locaux et leur prise en compte dans les questions de développement, mais leur a permis également de pouvoir exprimer leur potentiel pour l'amélioration de la condition humaine par la comparaison et la collaboration avec une tradition qui est plus systématiquement basée sur l'analyse de la variation naturelle et planifiée.

*Cet article est de Peter Easton (Florida State University), en collaboration avec Guy Belloncle (Université de Tours).
Pour plus d'information, prière de contacter Peter Easton : easton@coe.fsu.edu*